

Politique et liberté

La notion générale de politique est celle du *rapport des libertés en tant que libertés*. Si l'on demande en particulier ce que c'est qu'une politique par opposition à la politique, il faut répondre que *c'est la détermination d'une liberté dans son rapport à d'autres libertés* : la politique monétaire d'un gouvernement est l'effectuation de sa liberté dans ce domaine qui comprend toutes sortes d'intervenants, et on peut imaginer qu'un employé surnuméraire ait pour politique de ne jamais contredire son sous-chef de bureau. L'idée du rapport des libertés est à la fois celle de la réciprocité des reconnaissances et celle de la possibilité de les accorder. Quant à l'idée d'être politique au sens où il est par exemple *politique* d'être aimable avec ses voisins quand même on n'éprouverait pour eux aucune sympathie, elle est celle de la prise en compte de ce qu'on est dans le champ des autres, qui est celui de leur liberté.

La définition liminaire qu'on vient de donner ne s'impose pas moins à propos de soi-même qu'à propos des autres. Il arrive souvent qu'on doive *négoier ou transiger* avec soi, par exemple quand on s'accorde une petite récompense à chaque étape d'une tâche dont on pressent qu'autrement elle finirait par être abandonnée ou bâclée (par qui, sinon soi ?), et aussi qu'on doive se montrer *politique* à l'égard de soi-même (« Je sais que je suis incapable de dire non, alors j'évite de m'exposer aux sollicitations »). Il est même possible qu'on soit *antipolitique* envers soi, par exemple quand on cède à une tentation et qu'à cause de cela on a *encore moins* confiance en ses propres résolutions. Mentionnons alors *le for intérieur* dont le nom indique, sous la mention d'une solitude personnelle, la nature *expressément politique* d'un espace de délibération. A peine est-il besoin de rappeler que le couple aussi est un espace politique, comme on le voit de ce que la position *antipolitique* (c'est-à-dire destructrice du commun) de l'adolescent qui clironne qu'« il faut tout se dire quand on s'aime » s'oppose à celle de l'adulte qui sait par devers lui qu'« il faut se mentir quand on s'aime »¹. La définition liminaire ne fait donc pas difficulté.

Cependant il y a l'effectivité de la politique. Dans ce que tout le monde constate tous les jours à tous les niveaux du social, et aussi dans ce que décrivent et commentent sociologues et « politologues », la politique n'a qu'une façon d'apparaître et de se réaliser : *la compétition pour le pouvoir, sa conquête ou sa conservation*. Max Weber ne fait pas preuve d'originalité quand il dit que la politique est « l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir soit entre les États soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même État »².

Rapport des libertés, lutte pour le pouvoir, les deux aspects sont réciproquement exclusifs. Le premier en effet s'entend *d'ignorer le second* puisque l'idée de rapport des libertés s'oppose à celle de rapport de forces où la nécessité est toujours que les plus grandes l'emportent sur les plus petites. Le second, lui, s'entend de *mépriser le premier* puisque l'idée d'effort tire son sens de celle d'adversité et non pas de liberté, et que dès lors celle des autres sera seulement un obstacle à renverser ou à contourner.

La raison de cet oxymore est flagrante : parce qu'une liberté l'est forcément de quelque chose et non pas de rien, il faut qu'elle soit en elle-même le *pouvoir* d'actualisation d'un certain possible ; de sorte que *c'est comme force qu'une liberté existe ou n'existe pas*. Et certes il revient au même de *pouvoir* quelque chose et d'en avoir la liberté. Ainsi le rapport des libertés n'est plus que le dynamisme des inégalités de pouvoirs, de sorte qu'on ne voit plus en quoi il peut encore être question de politique – sauf peut-être à en réduire à la notion à la triviale nécessité de ruser quand on n'est pas le plus fort. Tel est en effet le paradoxe de la politique : *elle s'entend d'exclure le rapport de forces mais elle ne peut pas être autre chose*.

¹ Citation du film de Sam Karmann *Kennedy et moi* (1999) d'après un roman de Jean-Paul Dubois.

² Max Weber *Le savant et le politique* (Le métier et la vocation d'homme politique), UGE 10/18, 1963, p. 87

Il suffit en général de montrer que la notion de quelque chose est contradictoire pour en être quitte. Eh bien, pour la politique, c'est le contraire : *sa notion est contradictoire mais on ne peut pas en être quitte parce que c'est celle de notre réalité*, à nous autres les parlants dont l'existence est en même temps collective et irréductiblement personnelle.

Une seule notion pour la liberté et la politique

Une notion assume la contradiction qu'on vient d'exposer – à telle enseigne qu'elle est forcément le commun de la liberté et de la politique : celle d'autorité. Car d'une part être libre, c'est être soi-même l'autorité dont relève ce dont on est sujet mais aussi qu'on en soit sujet, et d'autre part la politique est l'exercice d'une certaine autorité du social qui soit en principe celle d'un certain rapport des libertés, intérieur quand la question est celle de la concorde, extérieur quand c'est la sécurité.

Il faut préciser la notion, et d'abord en la libérant de l'anthropomorphisme dont elle est habituellement grevée. Par autorité on entend la *transcendance de ce qui décide sur ce qui est décidé*, et donc la décision elle-même, comme quand on dit que le cercle, qui n'est qu'une idée autrement dit n'est pas une réalité, est *pourtant* ce qui *décide* de ce que les roues, les assiettes, les pièces de monnaie, les bracelets, etc. (mais aussi les ballons, les planètes, les bulles de savon, etc. quand on ajoute une dimension) sont des choses rondes c'est-à-dire, *quand on les considère selon l'autorité dont elles relèvent*, des réalités « circulaires ».

Caractériser l'autorité

En quoi consiste alors l'autorité ? D'abord en la constitution du décidé par la décision (la rondeur des choses, dans le monde, c'est l'autorité du cercle) ; ensuite en l'impossibilité que compte la réalité, et donc aussi les raisons qui l'exprimeraient ou la signifieraient : que le pneu, qui l'entoure et donc produit sa figure réelle, soit en constante déformation, c'est par exemple ce qui ne compte pas (bien que ce soit indéniable) pour que la roue soit en elle-même une réalité circulaire.

Quant à ce qu'une autorité en soit une, cela tient d'une part à ce qu'elle ne soit rien d'autre que sa propre autorisation à en être une, de sorte qu'*en toute autorité c'est d'une autorité supérieure ou antérieure qu'il va forcément* (dans l'exemple du cercle, c'est l'idéalisation comme acte de conscience, à moins d'être platonicien et d'admettre qu'il existe de toute éternité une « Idée » du cercle), et d'autre part cela tient à *ce qu'elle soit reconnue*, car une autorité que nul ne reconnaît n'est tout simplement rien (pour qui n'est jamais allé à l'école, la « circularité » n'existe pas).

Appliquons à l'ordre humain ce qu'on vient d'apprendre : que le chef soit un ignorant incapable de réfléchir et enfermé dans un narcissisme délirant³, c'est ce qui *ne compte pas* (mais qui *importe* beaucoup de malheur dans de nombreuses vies !) quant à ce qu'il soit le chef c'est-à-dire au caractère obligatoire des ordres qu'il donne : la question de leur légitimité n'a rien à voir avec celle de leur éventuelle pertinence. La responsabilité du soldat *quant à être soldat* c'est-à-dire *quant à être personnellement le sujet déterminé qu'il est* se confond alors avec sa reconnaissance que le chef soit le chef c'est-à-dire avec son obéissance aux ordres : elle n'est pas de les juger, ni donc de les approuver, mais de les exécuter – tout comme celle du géomètre *quant à être géomètre* c'est-à-dire quant à être personnellement le sujet déterminé qu'il est, est de voir un cercle dans le dessin informe (une « patate ») qu'on vient de tracer au tableau pour appuyer une démonstration.

On saisit l'intérêt de cette notion en comprenant qu'elle désigne aussi bien la distinction de *la vérité des choses et des êtres par rapport à leur réalité*, que la responsabilité des sujets pour ce qui est

³ Toute ressemblance avec une personne connue de tout le monde ne serait pas du tout fortuite.

d'être les sujets déterminés qu'ils se trouvent être. L'un de la vérité des choses, et pour nous de la responsabilité d'être les sujets que nous sommes, c'est cela, l'autorité.

Définir la liberté

Pour ce qui est maintenant de la liberté, on réalise qu'une seule définition en est légitime, dont voici la formulation de principe : *la liberté est l'autorité (par opposition au fait) d'être soi.*

On concrétise cette définition en rappelant d'abord qu'on est forcément un *certain* sujet, et qu'on n'est jamais le sujet qu'on est *que depuis et selon une autorisation préalable qu'on le soit*. C'est déjà évident pour l'ordinaire des déterminations : on est par exemple un chef qui a été nommé, un soldat qui a été incorporé, un géomètre qui a été diplômé, etc. Ce sont des exemples dérivés, car pour l'être humain en général, cette question est originellement celle de l'entrée dans le langage *en tant qu'elle se fait par le don de la parole* qui est par là même *le don d'être un répondant* (et même d'être un répondant de répondre) – *autorité dont chaque nouvel échange sera la reconnaissance et ainsi la validation.*

La reconnaissance que nous soyons humains *avant même que nous existions* puisque *c'est à nous qu'à été donné d'exister*, voilà ce qui nous fait humains.

Dès lors, c'est d'être validés non pas comme sujets donnés mais comme *autorités d'être les sujets que nous sommes*, que nous existons. On n'est libre que depuis et selon l'autorité préalable qu'on le soit *puisque'il n'y a d'autorité qu'autorisée*, mais aussi que dans et selon la reconnaissance qu'on le soit *puisque'une autorité n'en est une que dans la reconnaissance qu'elle en soit une, c'est-à-dire que dans une certaine validation d'en être une*⁴.

Bref, si l'on demande *ce que c'est concrètement qu'être libre*, voici ce qu'il faut répondre : *c'est s'autoriser de soi dans l'autorisation et la validation sociales qu'on le fasse*. La notion de la liberté est qu'elle soit absolue, mais nous retrouvons la contradiction dont nous sommes partis en disant que sa réalité est que les uns soient (beaucoup) plus libres que les autres...

Ceci pour le premier aspect de la notion d'autorité. Car il y en a un autre, dont la politique comme *rapport de forces* nous donne l'indication : que le propre de l'autorité soit de s'imposer *quoi qu'il en soit des raisons qu'on ait de la trouver légitime ou illégitime*.

Le factuel intraitable

Car une autorité en est une *malgré* les raisons qu'elle en soit une, et *en dépit* des raisons qu'elle n'en soit pas une. Il faut alors admettre son trait essentiel : *le propre de l'autorité est de s'imposer, que l'on comprenne qu'elle est une autorité ou qu'on ne le comprenne pas*. Cela peut même être *expressément contradictoire* : « Il y a des soldats que leur commandant de compagnie redoute, des ouvriers qui intimident leur contremaître, des prisonniers qui font trembler leurs accusateurs. »⁵

L'argument est simple : une autorité qui ne s'impose pas *d'elle-même* n'est tout simplement pas une autorité – à peine l'idée d'une autorité, comme quand on pense à des souverains antiques ou à des dignitaires de religions exotiques. L'autorité, en effet, *consiste à faire que le savoir* – et donc les raisons qu'on aurait de la reconnaître ou au contraire de la récuser – *ne compte pas*. L'exemple de la légitimité

⁴ Il ne faut pas confondre la liberté avec le « libre arbitre », notion qui transforme en narcissisme l'ignorance dans laquelle une personne est d'elle-même. Son sens est le fantasme d'auto-engendrement, et donc la désignation *jouissive* de soi-même comme un être de nature magico-divine. En effet cette notion, qui exprime en un terme « le délire d'autonomie du névrosé » (Lacan), est celle d'être *absolument* sujet, hors de tout déterminant (et donc en impossibilité de toute détermination...), selon la miraculeuse propriété de Dieu de s'instituer de lui-même et de toute éternité en sujet absolu. Durkheim nous a fait comprendre que cette miraculeuse propriété qui faisait de Dieu *l'autorité des autorités* (le garant du vrai et par là même sa cause) est en réalité l'efficience normative de la société, telle qu'elle se réfléchit dans l'individu *ignorant qu'il en est constitué mais conscient d'en être transcendé*.

⁵ Soljenitsyne, *Le premier cercle*, Livre de Poche, 1972, p. 88

d'ordres par ailleurs ineptes le fait reconnaître. Sauf qu'il peut induire en erreur en nous faisant passer d'une raison manquante (nous voudrions que les ordres soient pertinents et que par là on ait raison d'obtempérer) à une raison présente (les ordres sont ineptes mais nous trouvons une raison – la légalité de sa désignation – de faire ce que commande le chef). Prenons en effet conscience que si c'est *de sa place* qu'on tient l'autorité qu'on exerce (directeur de ceci, président de cela, etc.), alors cela signifie que l'obéissance ne s'adresse jamais qu'au système des places. Ainsi celui qui commande ne le fait ordinairement que comme représentant de ce système : c'est un « en tant que » *autrement dit personne* (un quidam, un numéro).

Voilà pourquoi, en vérité, *il n'y a jamais qu'un seul type d'autorité* : celle du sujet *lui-même* – qui d'ailleurs peut être toutes sortes d'entités⁶ et notamment un système, puisqu'en obéissant par exemple au sergent qui aboie des ordres et inflige des brimades, c'est en réalité à la *seule* institution militaire que le soldat obéit et donne son respect. L'autorité *personnelle*, Max Weber l'appelle *le charisme* sans voir que les autres qu'il distingue pour rendre compte de la politique (la tradition qu'on suit et la règle rationnelle qu'on comprend) n'en diffèrent pas : l'autorité traditionnelle, c'est le charisme de la tradition et l'autorité rationnelle le charisme de la raison – à chaque fois l'autorité *propre* de ce dont on parle.

Dès lors est-ce la même chose de reconnaître qu'il n'y a jamais qu'une seule sorte d'autorité qui est le charisme et de reconnaître que, puisque les déterminants ne comptent pas, l'autorité *s'impose toujours inconditionnellement*. On s'en rend compte facilement en réalisant que l'autorité se dit toujours et partout de la même façon, qui est la tautologie : il faut obéir à la loi non pas parce qu'elle serait utile ou juste, non pas parce qu'elle viendrait de Dieu, de la nature ou du peuple, mais pour la raison *unique et suffisante*, c'est-à-dire vide, que c'est la loi.

L'autorité n'est donc l'autorité *que comme le réel de l'autorité*, lequel est le traumatisme – qu'en effet on ne peut pas dire.

La liberté est existentielle

Que l'autorité n'en soit une qu'à s'imposer en indifférence à toute raison qu'elle le fasse ou qu'elle ne le fasse pas, est-ce que cela change quelque chose aux définitions de la liberté et de l'être-libre qui viennent d'être données ? Non, de même que la constatation que la politique est un rapport de force ne change rien à la définition qu'il faut en retenir comme « rapport des libertés en tant que libertés ». Cela ne change rien, à ceci près toutefois que cela ajoute un trait, qui est le suivant : *parce que l'autorité est l'autorité de faire autorité* (autre manière de dire qu'il n'y a d'autorité qu'autorisée) et qu'elle a donc la tautologie pour consistance, *toute autorité est par là même l'autorité d'être inéluctable*.

Faire autorité, en effet, c'est décider ; et décider, *c'est poser inconditionnellement* – par opposition à choisir où l'on ne pose une option que dans la *condition* qu'il y ait des raisons qui la rendent préférable à une autre et qui pourraient toujours être discutées. Par exemple, on présente une requête qui a *toutes* les raisons d'être acceptée c'est-à-dire que n'importe qui trouverait irresponsable de ne pas accepter ; pourtant elle est refusée par celui qui a *l'autorité c'est-à-dire la liberté* de le faire (par opposition à la compétence d'en juger). Personne n'y peut rien : il faut en prendre acte. A une demande quelconque la réponse peut être oui malgré toutes les raisons de dire non, tout comme elle peut être non malgré toutes les raisons de dire oui.

La liberté, dans la définition qu'on en a donnée et qui est aussi bien celle de *décider de soi quant à être sujet de ce dont on est sujet*, n'est donc pas le renvoi à l'infini que semblait impliquer l'idée que toute autorité s'effectuait comme autorisée d'une autorité supérieure. Dire qu'« être libre consiste à

⁶ Car les choses aussi font autorité, par exemple la rose plutôt que la marguerite quand la question est d'apparaître. L'autorité des choses quand elle est déterminée par un ordre (ici celui de l'apparaître, par opposition à l'être ou au servir) s'appelle la valeur (ici la beauté).

s'autoriser de soi », c'est pointer en effet l'*inéluçtable* de l'acte d'autorité autrement dit de la décision, *et donc la liberté comme un fait alors même que sa notion est « nouménale »* ou, si l'on préfère, que « liberté » est une idée et non pas un concept. C'est en somme une *butée existentielle*, y compris en première personne, comme on le voit des décisions sur lesquelles il est impossible de revenir et dont il arrive que les conséquences soient funestes : c'est alors à sa propre liberté qu'on se heurte. La formule de Shakespeare *what's done cannot be undone*⁷ signifie que *la liberté est sa propre fatalité* et donc, pour nous, que *l'autorité d'être le sujet de ce dont on est sujet* – par quoi cela nous est imputable – doit s'entendre *selon l'inéluçtabilité de ce qu'on le soit*. C'est le mur de la décision, la sienne ou celle d'un autre ; on s'y heurte, on peut en être écrasé ; on peut s'y fracasser – il n'y a pourtant que la liberté.

La politique est « l'autorité de l'autorité » (définition formelle)

Dire que la politique est le rapport des libertés, une fois la liberté définie comme *l'autorité reçue d'être soi dans la validation qu'elle tient des autres libertés*, c'est dire que *nous avons la politique pour existence*. Si donc on demande en quoi consiste la politique, il faut répondre que ce terme désigne l'activité *de faire autorité sur les autorités quant à ce qu'elles soient des autorités, dans leur institution et dans leur validation*. Et comme faire autorité, cela s'appelle décider, il faut identifier le politique en général à l'ordre du *décisif à propos de l'institution, de la confirmation et de la reconnaissance des autorités d'être sujet de ce dont on est sujet*.

Parce qu'il n'y a d'autorité que par et selon une autorité et que validée par et selon une autorité, il faut dire que le politique est l'ordre de décision de ce qui est commun ou, pour être plus rigoureux, *la constitution du commun par et dans la décision*. L'ordre politique, c'est donc le commun en tant qu'il en a été décidé et non pas en tant qu'il va de soi et qu'il s'impose plus ou moins naturellement. Là où la responsabilité du commun est produite se trouve le politique, et inversement on qualifiera de *politique* toute réalité dont l'effet soit *de produire de la responsabilité à propos du commun*. Le sujet politique, à quelque échelle qu'on le fixe et dans quelque domaine qu'on le situe, est celui qui décide du commun. *Ce dont on ne décide pas n'est pas politique, ni ce dont on décide sans que cela n'ait d'incidence sur le commun*. Le temps qu'il fait n'est pas politique ni les effets du froid sur la santé, sauf quand ceux-ci procèdent de décisions implicites ou explicites dont le commun a été l'objet, comme d'accepter qu'il y ait des sans-logis dans une société qui serait assez riche pour qu'il n'y en ait pas, ou de laisser le coût des soins médicaux à la charge des individus quand on pourrait les socialiser.

Est dès lors évidente la définition suivante : *la politique est l'autorité de l'autorité*⁸.

La politique est « le rapport de la liberté à son réel » (définition matérielle)

Comme autorité d'être soi et donc décision de soi, la liberté s'entend aussi comme l'*inéluçtable* de l'être-sujet pour soi et pour les autres : faire autorité c'est le faire inconditionnellement, dans l'absolu que ne comptent ni ce dont on relève *alors qu'on en relève*, ni ce dont on est validé *alors qu'il n'y a d'autorité que dans la validation qu'elle en soit une*. La liberté est autorité et la question de l'autorité est à la fois celle de sa légitimité et celle de sa validation. *Sauf que faire autorité*, c'est que ça ne compte pas, dans l'*a priori* pourtant que rien d'autre ne compte.

Tel est d'une manière général le paradoxe de l'autorité qu'elle ne soit rien d'autre que l'autorité supérieure dont elle relève, *tout en l'étant réellement* alors que celle-ci, à cause de cela, n'est finalement

⁷ *Macbeth*, scène 1 de l'acte V. La formule est prononcée par Lady Macbeth hantée par la culpabilité des meurtres qu'elle et son mari ont commis.

⁸ Cette définition vaut à la fois pour le libre-arbitre et pour Dieu. On comprend de quoi l'un et l'autre était la méconnaissance.

qu'une idée. En fait, le rapport des libertés est bien le *rapport de forces* décrit par les sociologues et les « politologues ».

La formule de Rousseau en inauguration du *Contrat Social* prend alors tout son sens. *L'homme est né libre* – parce qu'il est sa propre autorité d'être soi dans l'autorisation et donc aussi dans la validation qu'il en a reçue depuis toujours de l'humanité (chacun est son époque et sa situation sociale en acte c'est-à-dire en validation). *Et partout il est dans les fers* – puisque chacun a, comme tous les autres, l'autorité pour existence, que faire autorité c'est décider, et que décider c'est instaurer le factuel et l'inéluctable et qu'on a donc l'inéluctable des libertés pour condition commune.

Que l'homme soit « partout dans les fers », c'est simplement *le réel de ce qu'il soit « né libre »*.

Il faut préciser la notion. Le *réel d'une chose* n'est pas du tout cette chose : c'est le *contradictoire de son sens* tel qu'il apparaît quand on considère cette chose selon *ses conditions et/ou ses conséquences*. Par exemples le réel du plaisir de manger est le surpoids sinon l'obésité ; le réel d'une nuit au casino est la ruine du joueur et la détresse de sa famille, sinon son suicide au petit matin ; le réel de la circulation routière est un grand nombre de tués et d'handicapés à vie ; le réel de notre cuisine est l'enfer des abattoirs⁹... Et bien sûr si l'on demande quelle est la limite, au sens du caractère « destinal » (= la pente naturelle), du réel de quelque chose, il n'y a jamais qu'une seule réponse à donner : la mort.

En usant d'un vocabulaire sartrien, on dira que *le réel d'une chose est l'impossibilité que la liberté dont relève cette chose ne se retourne pas contre elle-même*, puisqu'elle est réelle. On ne sort pas de ce paradoxe que la liberté soit, comme aussi celle des autres, la position de son inéluctable et ainsi la constitution d'un commun *qui impose toujours négociation*. Cette contradiction est *existentielle* (l'inéluctable, l'absolu que les raisons ne comptent pas et qu'il n'y a rien à y faire) *parce qu'elle est idéelle* (il ne s'agit que de l'autorité d'être soi dans l'autorisation et la validation qu'en est la liberté des autres).

La politique, c'est juste l'actualité de cette contradiction.

Conclusion

On oppose traditionnellement les libertés formelles et les libertés réelles. L'opposition n'est pas tant de fait que de droit. Car s'il est vrai qu'aucune loi n'interdit à ceux qui dorment dans la rue de posséder des yachts et des jets privés comme c'est le cas d'une minuscule partie de la population, cela ne renvoie pas simplement à des capacités financières différentes mais au fait que, s'agissant de la richesse produite par le pays, les uns ont *droit* pour eux-mêmes à telle proportion, et les autres à telle autre.

La répartition des droits, en tant qu'elle est forcément déterminée, cela s'appelle une politique.

Si nous sommes des êtres politiques, c'est donc concrètement parce que nos vies se déroulent dans *l'a priori* non pas de la nature ni même de la société en général mais toujours, pour une certaine société, d'une certaine politique. Chacun éprouve cette politique comme un *réel de liberté* (des décisions imposées) à partir de quoi ou à l'encontre de quoi sa propre existence est elle-même subjectivement *donnée*, dans la responsabilité qu'il lui appartient d'en assumer.

Elle ne tombe pas du ciel puisqu'elle est pour chacun l'autorisation et la validation que le social est de lui et pour lui, dans la particularité d'une situation objective et subjective éventuellement paradoxale.

Que la politique soit le rapport de la liberté à son propre réel, c'est donc ce qu'il faut traduire finalement en disant que *la politique n'existe que sur le mode de l'aliénation*. On n'a que les libérations

⁹ Enfer en cette occurrence n'est pas du tout une métaphore mais une désignation parfaitement littérale.

que déterminent nos aliénations et donc *comme effectuations de celle-ci*. On voit l'implication : parce que la liberté est la fatalité de son réel, *la politique est la fatalité de son nouage sur elle-même*.

Se révèle donc absurde l'idée rousseauiste que la politique ait pour sens de *résoudre le problème humain*, notamment à travers l'éradication du mal (comme l'homme ne peut pas être naturellement mauvais, le mal vient forcément de ce que la société, telle qu'elle est, le rend méchant, de sorte qu'il suffit de la rendre juste pour supprimer le mal en général).

Cela dit, qu'une idée soit absurde n'a jamais empêché qu'elle soit politiquement pertinente voire, pour beaucoup d'entre nous dont l'idée qu'il se font de la justice est « progressiste », nécessaire.

Jean-Pierre Lalloz
www.philosophie-en-ligne.com